

Catégorie hiérarchique :	A
Intitulé du poste :	Juriste ressources humaines (H/F)
Référence du poste :	DRH-JURRH-F
Affectation :	Direction générale déléguée ressources Direction des ressources humaines
Positionnement hiérarchique :	Sous l'autorité du Directeur adjoint des ressources humaines
Résidence administrative :	Vincennes (94)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir soit par : <ul style="list-style-type: none"> - un fonctionnaire (détachement ou PNA) ou un agent déjà en CDI de droit public (portabilité envisageable); - en CDD de 3 ans (rémunération selon expérience professionnelle comprise entre 2 284 € et 3 114 € bruts mensuels)
Dépôt de candidature :	Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures par courriel à recrutement@ofb.gouv.fr , en rappelant obligatoirement le numéro de référence du poste et en joignant : <ul style="list-style-type: none"> - CV + LM.
Date limite de dépôt de candidatures :	15 septembre 2021

DESCRIPTION DES FONCTIONS

Contexte :

L'Office français de la biodiversité (OFB) est né le 1er janvier 2020. Ce nouvel établissement public, placé sous la tutelle des ministres chargés de l'environnement et de l'agriculture, a été créé pour protéger et restaurer la biodiversité. Il intègre les missions, les périmètres d'intervention et les 2 800 agents de l'Agence française pour la biodiversité (AFB) et de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS).

Il contribue, s'agissant des milieux terrestres, aquatiques et marins, à la surveillance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité ainsi qu'à la gestion équilibrée et durable de l'eau en coordination avec la politique nationale de lutte contre le réchauffement climatique (loi n° 2019-773 du 24 juillet 2019).

Pour remplir ses missions, l'Office s'appuie sur des équipes pluridisciplinaires (inspecteurs de l'environnement, ingénieurs, vétérinaires, techniciens, personnels administratifs, etc.) réparties sur tout le territoire national. Il est organisé de façon matricielle pour prendre en compte tous les milieux, en transversalité, selon une articulation à trois niveaux :

- une échelle nationale où se définissent et se pilotent la politique et la stratégie de l'OFB (directions et délégations nationales) ;
- une échelle régionale où s'exercent la coordination et la déclinaison territoriale (directions régionales) ;
- des échelons départementaux et locaux, de mise en œuvre opérationnelle et spécifique (services départementaux, antennes de façade, parcs naturels marins, etc.).

Au sein de la direction générale déléguée aux ressources, la direction des ressources humaines (environ 90 agents) a pour mission :

- de piloter l'allocation des moyens de l'établissement en matière d'emploi, d'organisation et de compétences ;
- de gérer les personnels, la masse salariale et la paye ;
- de définir les politiques de recrutement, de rémunération, de gestion de la carrière et de formation interne ;

- de définir la politique sociale, conduire la politique de prévention des risques professionnels et d'amélioration de la qualité de vie au travail et structurer le cadre de travail des agents (règlement intérieur, principes de management...);
- d'organiser le dialogue social;

Ce poste s'inscrit avec une étroite collaboration avec le pôle juridique rattaché auprès du directeur général délégué aux ressources (DGD.R) en charge notamment du contentieux.

Description du poste :

Mission :

- Apporter son expertise juridique aux sollicitations des services de la DRH dans la conduite de leurs missions;
- Appuyer les services de la DRH dans la conduite des chantiers OFB sur les aspects réglementaires.

Activités principales :

- Apporter un appui juridique dans la conduite des différents projets pilotés par la DRH ;
- Analyser les textes à portée générale à destination de la direction et faciliter l'appropriation des équipes ;
- Assister et conseiller la direction sur toutes les questions juridiques liées aux ressources humaines ;
- Elaborer des guides, notes, livrets nécessitant un appui réglementaire ;
- Apporter une aide à la rédaction de courriers complexes ;
- Assurer la sécurité juridique des actes administratifs rédigés par la direction (contrats, notes de service, décisions individuelles...);
- Instruire les recours gracieux et préparer les réponses aux agents ;
- Élaborer la veille juridique dynamique dans les domaines concernant la gestion des ressources humaines, et veiller à sa diffusion auprès des équipes de la direction ;
- Valoriser les études réalisées dans un répertoire à destination des services de la DRH pour capitaliser sur les recherches effectuées ;
- Participer aux réunions de la direction pour apporter un appui juridique aux questions soulevées ;
- Assurer le suivi des recours hiérarchiques en lien avec les services du Ministère ;
- Assurer un suivi des recours contentieux, qui concernent la DRH, avec le Pôle juridique de la DGD-R ;
- Assurer le suivi des dossiers RH instruits par le pôle juridique de la DGD.R.

RELATIONS LIEES AU POSTE

Relations internes :

- Services de la DRH ;
- Pôle juridique de la DGD-R.

Relations externes :

- Ministère de la Transition Ecologique (MTE) ;
- Cabinets d'avocats.

PROFIL RECHERCHE

- Niveau de diplôme minimum requis : Bac+5 ;
- Formation initiale en droit public ;
- Spécialité en droit de la fonction publique souhaitée ;
- Expérience sur un poste similaire.

COMPETENCES ET QUALITES REQUISES

Connaissances :

- Excellente maîtrise du droit public et du droit de la fonction publique ;
- Connaissance des statuts, règlements et procédures de gestion des personnels de la fonction publique d'État.

Savoir-faire opérationnel :

- Rédiger des circulaires et notes de gestion ;
- Rechercher, identifier, exploiter et synthétiser les informations ;
- Analyser un processus en vue de sa formalisation ;
- Maîtriser la pratique des logiciels bureautiques courants ;
- Travailler en équipe.

Savoir-être professionnel :

- Rigueur, esprit de méthode et sens de l'organisation ;
- Autonomie, réactivité et initiative ;
- Capacité d'analyse et de synthèse ;
- Respect de la confidentialité des données personnelles.